

### 3.13 Financement des PME

D'après les données du **Service central des risques**, utilisant la définition des catégories d'entreprises de la loi de modernisation de l'économie (LME), les encours de crédit mobilisés accordés aux PME sont de 385,1 milliards d'euros à fin décembre 2016 (soit 43 % du total des encours mobilisés), en hausse de 2,7 % par rapport à décembre 2015. Pour les autres catégories d'entreprises, les encours de ce même type de crédit augmentent sur la même période, de 2,7 % pour les entreprises de taille intermédiaire (ETI) et de 10,2 % pour les grandes entreprises (GE).

Les catégories retenues ici isolent de l'ensemble des entreprises, dans une rubrique « divers SCI », certaines **sociétés civiles immobilières** (SCI) et les entreprises qui n'ont pas pu être classées en fonction des critères LME. Les encours de crédit mobilisés accordés à ces entreprises représentent 153,7 milliards d'euros à fin décembre 2016 (17 % du total) et augmentent de 7,9 % sur l'année.

L'ensemble des activités immobilières représente plus du quart de l'encours de crédit mobilisé par les PME (105,0 milliards d'euros). Viennent ensuite le commerce et la réparation automobiles (56,6 milliards), l'agriculture, la sylviculture et la pêche (48,4 milliards) et l'industrie (42,5 milliards).

Pour leurs besoins d'exploitation, les PME font appel à leur banque pour obtenir, souvent en début d'année, des lignes de crédit pouvant être utilisées au cours de l'année. En 2016, 38 % des PME déclarent en moyenne chaque trimestre avoir formulé une demande de ligne de crédit. Les nouvelles demandes de crédit – hors tirage sur des lignes de crédit préalablement accordées – restent stables. Au

quatrième trimestre 2016, elles concernent 24 % des PME pour les crédits d'investissement et 7 % des PME pour les crédits de trésorerie. L'accès au crédit de trésorerie s'améliore légèrement sur un an : près de 85 % des PME obtiennent totalement ou en grande partie les crédits demandés (contre 84 % au quatrième trimestre 2015). Comme en 2015, l'accès au crédit d'investissement reste à un niveau élevé : 95 % des PME obtiennent (en totalité ou à plus de 75 %) les financements souhaités. L'autocensure paraît marginale : seulement 1 % des PME indiquent ne pas demander de crédit de trésorerie en raison d'une crainte d'un refus du banquier, et 2 % pour des crédits d'investissement.

La baisse des taux d'intérêt directeurs de la Banque centrale européenne (BCE), l'extension du programme d'achats d'actifs, le lancement de nouveaux programmes de refinancement à plus long terme ciblés et les indications sur la trajectoire future des taux d'intérêt directeurs ont significativement amélioré les conditions de financement. Le taux des crédits aux PME (hors microentreprises) atteint ainsi 1,3 % en décembre 2016, plus bas de 45 points de base par rapport à 2015. L'écart par rapport aux taux appliqués aux grandes entreprises se réduit également, à 43 points de base.

La « cotation Banque de France » permet de ventiler le total des encours mobilisés par **classes de risque**. Cette cotation apprécie la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements financiers à un horizon de trois ans. La part des crédits mobilisés par les PME qui bénéficient des meilleures cotes (cotes 3 et 4) évolue peu en 2016 par rapport à 2015, passant de 53,1 % à 52,9 %.

#### Définitions

**Service central des risques** de la Banque de France : il recense chaque mois les encours de crédit consentis par les établissements de crédit à chaque entreprise – au sens d'unité légale –, au-delà du seuil de 25 000 euros depuis janvier 2006. Ces encours comprennent les crédits mobilisés, effectivement distribués et les crédits mobilisables, part non consommée des lignes de crédit.

**Société civile immobilière** (SCI) : société non commerciale, soumise au droit civil, ayant un objet immobilier. Une entreprise commerciale ou industrielle détenant des biens immobiliers peut séparer la gestion de ses biens immobiliers de son activité commerciale ou industrielle en créant une SCI. Ces sociétés apparaissent ici lorsque les liens avec les entreprises dont elles assurent la gestion des biens immobiliers n'ont pu être établis ou lorsqu'il s'agit de sociétés de gestion patrimoniale de particuliers sans lien avec une entreprise industrielle ou commerciale. Les **classes de risque** sont les suivantes : cote 3 : situation financière particulièrement satisfaisante, voire excellente pour la cote 3++ ; cote 4 : situation financière satisfaisante, mais avec certains éléments d'incertitudes et de fragilité ; cote 5 : situation financière présentant des signes de fragilité ; cote 6 : situation financière très déséquilibrée ; cote 7 : incident de paiement ; cotes 8/9 : paiements irréguliers menaçant la pérennité de l'entreprise.

# Financement des PME 3.13

## 1. Encours de crédit aux entreprises résidentes en 2016

encours en milliards d'euros, évolutions en %

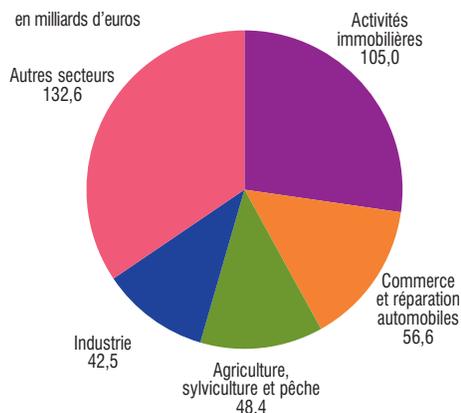
	Nombre d'entreprises	Crédits mobilisés		Crédits mobilisés et mobilisables	
		Encours	Évolution déc. 2016/ déc.2015	Encours	Évolution déc. 2016/ déc.2015
PME	1 086 369	385,1	2,7	439,8	3,6
ETI	5 776	252,6	2,7	317,6	2,9
GE	262	102,6	10,2	231,2	4,8
<b>Ensemble hors divers SCI</b>	<b>1 092 407</b>	<b>740,2</b>	<b>3,7</b>	<b>988,6</b>	<b>3,7</b>
Divers SCI	538 298	153,7	7,9	165,0	9,1
<b>Ensemble</b>	<b>1 630 705</b>	<b>894,0</b>	<b>4,4</b>	<b>1 153,6</b>	<b>4,4</b>

Champ : France, y compris entrepreneurs individuels. Entreprises ayant contracté un crédit de plus de 25 000 euros auprès d'un établissement de crédit français.

Source : Banque de France.

## 2. Crédits mobilisés par secteurs par les PME en 2016

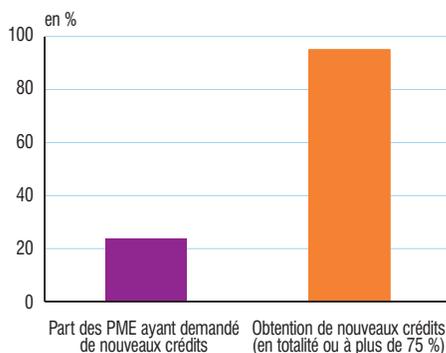
en milliards d'euros



Champ : France, PME.

Source : Banque de France.

## 3. Demande et obtention de nouveaux crédits d'investissement par les PME au quatrième trimestre 2016

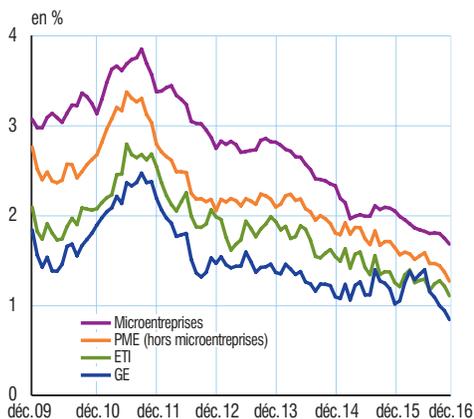


Champ : France hors Mayotte, PME avec une autonomie de décision en matière de demande de crédit.

Note : hors utilisation de lignes de crédits obtenues précédemment.

Source : Banque de France.

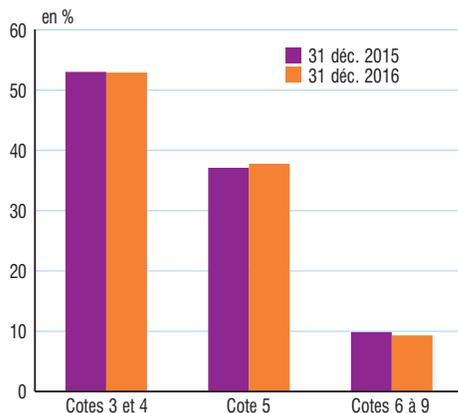
## 4. Taux des crédits aux entreprises



Champ : France.

Source : Banque de France.

## 5. Répartition des encours de crédit mobilisés par les PME par classe de risques



Champ : France, PME hors entrepreneurs individuels.

Source : Banque de France.